

# acatnews

Pour un monde sans torture ni peine de mort

## Éditorial

Chers ami-e-s de l'ACAT,

En mars de l'année dernière, en collaboration avec l'ACAT Suisse, nous avons mené une campagne pour les Ouïghours qui depuis longtemps sont exposés à la répression et à la violence, voire la torture; cette année nous tournons le regard vers la situation alarmante des droits humains au Bélarus. C'est pourquoi vous trouverez en annexe du présent bulletin d'information un appel adressé au procureur général du Bélarus, ainsi qu'une prière pour le Bélarus dans le cadre de la campagne du Vendredi Saint. Le dossier complet de cette campagne peut être consulté sous la rubrique « campagnes » sur [www.acat.ch](http://www.acat.ch).

Le 28 janvier 2022, le magazine online « reporter.lu » a publié une recherche investigative du journaliste Luc Caregari intitulé « Luxemburger Investmentfonds. Finanzspritze für den Autokraten », ayant pour sujet l'implication du système luxembourgeois des emprunts d'état avec le système Lukaschenko. Philippe Schockweiler, journaliste indépendant et expert du Bélarus, nous a assisté dans la constitution du dossier par son conseil compétent. Ensemble avec Cédric Reichel et avec le soutien de Luc Caregari, il a préparé à l'intention des membres de l'ACAT une lettre à adresser à la filiale du groupe « Union Investment » au Luxembourg. La lettre met en évidence les imbrications économiques et réclame le respect des droits humains également et précisément dans les domaines économique et financier.

Nous remercions l'Institut Pierre Werner d'avoir rendu possible et organisé une rencontre avec la philosophe biélorusse Olga Shparaga en date du 9 mars prochain; vous trouverez des informations supplémentaires ci-contre et sur le site [www.ipw.lu](http://www.ipw.lu).

À notre grande joie, et grâce à la générosité des musiciennes Gayane Grigoryan (violin), Sabine Weyer (piano) et Katarzyna Kawinska (soprano), nous avons réussi à organiser à court terme un concert de bienfaisance en faveur du Bélarus dans la salle Atrimenti; un flyer est joint au présent bulletin. Le bénéfice du concert est destiné à l'organisation « Libereco – Partnership for Human Rights e.v. » ([www.lphr.org](http://www.lphr.org)). Au vu du climat politique global (à savoir le conflit ukrainien) et de la situation alarmante des droits humains au Bélarus et au-delà, la phrase d'un poème de l'auteur Günther Eich me vient à l'esprit: « Qui voudrait vivre sans la consolation des arbres. » Qu'il est bon en effet de faire notre travail avec la musique pour consolation.

Christina Fabian, présidente de l'ACAT Luxembourg

## Invitation

L'Institut Pierre Werner présente

**Olga Shparaga:**  
 La révolution a un visage féminin  
 Le cas du Belarus  
 Entretien  
 Modération: Nina Weller




**Mercredi**  
**09.03.2022**  
**19h00**  
 Abbaye de Neumünster

En allemand  
 Entrée libre

Réservation:  
[биллетеріе@неіменстер.lu](mailto:биллетеріе@неіменстер.lu)  
 +352 26 20 52 444

« ... une analyse lucide du mouvement démocratique et en particulier du rôle des femmes. » Claudia von Salzen, Der Tagesspiegel

A Minsk et dans de nombreuses autres villes de ce pays largement inconnu, situé entre la Russie et l'UE, on écrit l'histoire. Unis, les citoyens et citoyennes s'engagent pour la non-violence, la diversité créative et l'auto-organisation décentralisée contre la brutalité du régime.

Féminin, pacifique, postnational - c'est ainsi qu'Olga Shparaga caractérise le bouleversement dans son pays et place les événements dans le contexte des mouvements d'émancipation européens et mondiaux.

Organise par:  institut pierre werner luxembourg

En coopération avec:   AMNESTY INTERNATIONAL

Soutien: 

## SAVE THE DATE !

11 mars: **Concert de bienfaisance pour le Bélarus** à 19.00 heures en la salle Altrimenti, 5 av. Marie-Thérèse.

23 avril: **Assemblée générale de l'ACAT Luxembourg** de 14.30 à 17.00 heures au Centre Société St Jean, 110 av. Gaston Diderich, avec Nico Hirsch, membre du CPT (Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants).

11 juin: **Excursion à Trèves sur les traces de Friedrich Spee**, l'auteur de l'écrit révolutionnaire contre les procès faits aux « sorcières » et contre la torture.

26 juin: **Nuit des Veilleurs** à l'occasion de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, à 18.00 heures en l'église du Christ-Roi, 25. av. Gaston Diderich (lieu à confirmer).



# Bélarus : malgré la sévère répression de l'opposition, la résistance perdure

Campagne conjointe des ACAT Suisse et Luxembourg

*Un État qui inflige des traitements inhumains et n'hésite pas à torturer ? Il en est encore un en Europe. Depuis 2020, la population bélarussienne se défend pacifiquement mais avec conviction et opiniâtreté contre son dictateur de longue date, Alexandre Loukachenko. Découvrez pourquoi, au Bélarus, quasi personne ne quitte la maison sans un léger paquetage et pourquoi ce pays continue de requérir notre attention – aujourd'hui peut-être plus que jamais.*

Retrouvez le dossier complet, établi par l'ACAT Suisse, sur notre site [www.acat.lu](http://www.acat.lu)

Pour beaucoup de gens, au Bélarus, une journée normale ressemble à ceci : « Lorsque vous sortez de chez vous le matin pour vous rendre au travail, vous devez toujours emporter un sac contenant des habits propres et des affaires de toilette, pour le cas où vous seriez arrêté dans la rue et jeté en prison. Vous pourriez l'être parce que vous avez mentionné la révolution dans un message ou participé à un rassemblement. Même chez soi, on ne se sent pas en sécurité. » C'est ainsi que s'exprimait Svetlana Tikhanovskaïa, figure de proue de l'opposition bélarussienne, dans une émission de la télévision suisse SRF, le 1<sup>er</sup> avril 2021.

À la faveur d'une fraude électorale généralisée, Alexandre Loukachenko s'est adjugé un sixième mandat lors des élections du 9 août 2020. Mais dans son pays comme à l'étranger, on considère que c'est Svetlana Tikhanovskaïa qui a remporté l'élection. Le lendemain, la cheffe de l'opposition est apparue à la télévision d'État. Dans une déclaration forcée, elle a « avoué » sa défaite et fortement déconseillé à ses partisan(e)s de participer à des manifestations. Svetlana a ensuite été expulsée du pays. « Dieu préserve quiconque de se trouver un jour devant la même décision que moi », déclarerait-elle plus tard. On l'a en effet menacée en lui disant notamment qu'il arriverait malheur à ses enfants et à son mari si elle restait au Bélarus.

L'étouffement de l'opposition et les manipulations électorales éhontées ont poussé des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue. Durant des mois, le pays a connu des manifestations de masse, toujours pacifiques – et une répression féroce qui perdure aujourd'hui. Les fers de lance de

l'opposition ont été arrêtés ou ont quitté le pays. Peu à peu, l'opposition s'est faite plus silencieuse. Mais elle n'est pas devenue muette.

*« Nous sommes tous assez forts pour restaurer l'état de droit et libérer tous les innocents. Gardez le Bélarus dans vos priorités. Parlez haut et fort de cette crise politique touchant les droits humains et du courage des Bélarusses. Continuez d'aider les prisonniers politiques jusqu'à ce qu'ils soient tous libérés. Restez solidaires avec le Bélarus ! »*

*Svetlana Tikhanovskaïa, sur Twitter, janvier 2022*

## 5000 plaintes pour torture et mauvais traitements

Il y a un an, on dénombrait au Bélarus quelque 270 détenu(e)s considérés comme des prisonniers politiques par les organisations de défense des droits humains, contre 1060 déjà en février 2022, et la tendance reste à la hausse. Les arrestations sont documentées par **Viasna**, la plus importante organisation bélarusse de défense des droits humains, avec laquelle les ACAT ont déjà collaboré et dont les membres sont plus que jamais dans le collimateur du régime de Loukachenko.

D'autres données de Viasna montrent ce que ces personnes subissent. L'organisation a connaissance d'environ 5000 plaintes pour torture ou autre forme de mauvais traitements auxquelles il n'a pas été donné suite dans les règles. Aucun fonctionnaire de police n'aurait été inculpé et durant les procès, les « juges » ont complètement ignoré les témoignages des opposants concernant les tortures subies.

La lettre est adressée à

Mr Andrey Shved  
Procureur Général de la République de Bélarus  
Vul. Internatsianalnaya  
22 220030 Minsk  
Bélarus

[info@prokuratura.gov.by](mailto:info@prokuratura.gov.by)

Timbrez à **1.40 €**

N'oubliez pas : vos nom et prénom, votre adresse, la date, votre signature

Écrivez avant le **31 mars 2022**



Ce printemps 2022, l'ACAT-Suisse et l'ACAT Luxembourg lancent une action en direction des autorités biélorusses pour protester contre les violations des droits de milliers de militants d'opposition, de journalistes, de blogueurs, et de manifestants pacifiques, ainsi que de simples passants pendant les manifestations qui ont suivi les résultats largement contestés de l'élection présidentielle du 9 août 2020 et ses conséquences. Nous prenons pour exemple les cas de **Viachaslau Rahashchuk** (*photo de gauche*), chauffeur de taxi, arrêté de manière violente et arbitraire par au moins cinq policiers alors qu'il se promenait avec sa sœur et le fils de 12 ans de celle-ci à

Pinsk, et d'**Aliaksandr Kazlianka** (*photo de droite*), militant et membre du Syndicat libre de Brest, arrêté à plusieurs reprises et emprisonné depuis le 2 mars 2021. Vous trouverez la traduction intégrale de la lettre sur notre site.



## Ce que nous demandons

- la libération immédiate et inconditionnelle de Viachaslau Rahashchuk et d'Aliaksandr Kazlianka, étant donné qu'ils ont été détenus uniquement pour avoir exercé leur droit d'exprimer librement leurs opinions, d'abandonner les charges à leur encontre et de garantir leur droit à un recours pour poursuites pénales infondées ;
- d'engager sans délai des enquêtes indépendantes et impartiales au sujet des allégations d'actes de torture et d'autres mauvais traitements à l'encontre de Viachaslau Rahashchuk ;
- d'ordonner la libération de tous les autres prisonniers politiques et de toutes les personnes détenues pour l'exercice de leur droit à la liberté de réunion pacifique pendant la période post-électorale au Bélarus.

## Compléments d'information

En 1994, trois ans après la création de la République du Bélarus, Alexandre Loukachenko est arrivé au pouvoir, et ne l'a plus quitté. La population est régulièrement descendue dans la rue pour protester, mais Loukachenko est chaque fois parvenu à réprimer cette opposition, quitte à instaurer par la suite de modestes mesures de libéralisation. La pandémie de Covid-19 a renversé ce fragile équilibre : comme le régime minimisait cette dernière, la société civile a commencé à s'entraider et à s'organiser elle-même. Une solidarité immense s'est installée. Les réseaux ainsi créés allaient constituer quelques semaines plus tard la base du mouvement de contestation.

La population du Bélarus a toujours trouvé de nouveaux moyens de manifester son opposition, au mépris des difficultés. Mais de son côté, Loukachenko aussi a gagné en créativité. Peu d'« incidents » l'illustrent mieux que le tristement fameux enlèvement de Roman Protassevitch, jeune journaliste contraint de fuir en Pologne en 2019. Parce qu'il avait diffusé des informations et des images des violences étatiques sur les réseaux sociaux, le régime de Loukachenko est parvenu à organiser un détournement d'avion, le 23 mai 2021, commenté par les médias du monde entier. L'appareil qui devait ramener Roman d'Athènes à Vilnius a dû atterrir à Minsk sous le prétexte d'une alerte à la bombe. Roman et sa compagne ont été arrêtés. Les médias ont rapporté que l'activiste avait déclaré en tremblant : « Ils vont m'exécuter. » Plus tard, le régime

a diffusé une vidéo contenant des aveux forcés de Roman. On pouvait clairement voir des traces de torture sur son visage. Le 24 janvier 2022, il est apparu dans une émission sur une chaîne pro-gouvernementale où il a annoncé qu'il travaillait désormais pour les autorités. Ce n'est pas la première fois que Loukachenko fait pression sur l'un de ses critiques pour l'exhiber ensuite. Il est difficile de savoir dans quelle situation l'opposant se trouve exactement aujourd'hui.

### Des personnes utilisées comme des pions

Un autre exemple des méthodes de ce gouvernement est l'instrumentalisation des réfugié(e)s du Proche-Orient, attirés au Bélarus à partir du mois de juin 2021. Le régime les a ensuite guidés jusqu'aux frontières avec la Lituanie, la Lettonie et la Pologne en leur enjoignant de pénétrer dans l'UE. Tels des pions, ces personnes étaient destinées à déclencher une nouvelle « crise migratoire » et à faire monter la pression. Le Bélarus espérait un assouplissement des sanctions prononcées à son encontre par l'UE. Au lieu de cela, certains des pays de l'Union concernés ont réagi par des violations des droits humains en refusant l'accueil à ces réfugiés et en les refoulant, et se sont renfermés sur eux-mêmes. Pendant ce temps, des milliers de réfugiés attendaient dans les bois près de la frontière, dans des conditions effroyables. On ignore combien se trouvent encore dans les forêts. Du côté du Bélarus comme de l'UE, le manque de transparence est considérable.

Sources : ACAT Suisse



♦ Journée du 10 décembre 2021: ♦ Prière de midi ACAT axée sur les violations des droits humains au Qatar. ♦ Action de sensibilisation du groupe ACAT des élèves du Fieldgen. ♦ « Living Library Luxembourg » - une expérience forte de rencontre et d'écoute. ♦

## Nos bénévoles se présentent

### Raphaël Weickmans



*Un maître demanda un jour à ses disciples : « Combien pèse un flocon de neige ? ». « Rien de plus que rien » répondirent-ils interloqués. Le maître leur raconta alors cette petite histoire : « J'étais assis près d'un sapin quand il a commencé à neiger tout doucement, sans la moindre violence. Comme je n'avais rien de mieux à faire, j'ai compté les flocons de neige qui se déposaient sur les brindilles et les aiguilles d'une de ses branches. Il y en avait exactement 3 741 951. Quand le flocon suivant s'est déposé – rien de plus que rien, comme vous dites – la branche s'est cassée. »*

Responsable de la pastorale scolaire à l'école privée Fieldgen, j'ai eu la chance d'y travailler durant plus de dix ans aux côtés de Christina Fabian qui m'a fait découvrir les activités de l'ACAT. En 2011, nous avons mis sur pied un groupe d'élèves qui, depuis lors, se rassemble régulièrement pour signer les appels et organiser des actions de sensibilisation pour la défense des droits humains. Ce fut pour moi le début d'un bel engagement et d'une longue aventure.

Avec Cécile Thill et Annette Schneider, je m'occupe du site web de l'ACAT que sommes en train de le rénover. N'hésitez pas à vous rendre sur [www.acat.lu](http://www.acat.lu) pour découvrir les nouveautés qui, nous l'espérons, rendront votre lecture plus conviviale et dynamique. Ce travail a un coût puisque nous sommes épaulés par un informaticien professionnel. Pour mener à bien notre tâche, nous comptons sur la générosité de nos donateurs. J'ai également le secrétariat dans la mise en page de l'ACAT-NEWS et des appels. J'ai été élu l'année dernière au conseil d'administration.

Je porte une grande estime à l'engagement des bénévoles de l'ACAT. Comme dans la petite histoire évoquée plus haut, je pense sincèrement que le travail acharné et courageux, que la somme de tous ces « rien de plus que rien », peut venir à bout de l'injustice et infléchir le cours de l'histoire.

### Andreas Vlach



*« Arrivée à son dernier stade, la société du travail se transforme en une société de détenteurs d'emplois, ne demandant (...) guère plus qu'un fonctionnement automatique. Et ainsi l'époque moderne aboutit dans la passivité la plus mortelle, la plus stérile que l'histoire n'ait jamais connue. [...] Le travail et avec lui l'expérience de vie qu'il peut prodiguer sera de plus en plus éclipsé du domaine d'expérience humaine. » [Hannah Arendt]*

Ma vie professionnelle a débuté vers la fin des années '80. Pendant les vacances scolaires, je cherchais un travail d'étudiant. Juste avant l'entretien d'embauche, il me fallait remplir une sorte de questionnaire. À part les données habituelles de nature administrative, je devais répondre à la question suivante: « Quelle profession ne pourriez-vous exercer en aucun cas? » Ma réponse était la suivante: « Une profession qui m'amènerait à violer les droits humains. » Le travail m'a été attribué - il faut dire que la tâche de distribution du courrier n'est pas particulièrement suspecte à cet égard.

Mais à l'occasion des différentes activités que j'ai eu l'occasion de connaître et d'exercer entretemps, il y avait aussi des employeurs ou partenaires potentiels auprès desquels cette affirmation réitérée de ma part entraînait des problèmes, voire l'arrêt prématuré d'un entretien. Ce qui pour moi allait de soi alors que je ne faisais que remplir un formulaire est devenu dans la suite un critère puissant pour discerner le bon grain de l'ivraie - et ce dans les domaines non seulement professionnel, mais aussi privé, politique et sportif.

C'est pour cette raison notamment qu'actuellement je suis heureux de travailler et m'engager pour l'ACAT Luxembourg. Ce en tant que concepteur et administrateur de la nouvelle page web de « Young ACAT » - elle sera mise en ligne au printemps / restez branchés! - et en tant qu'organisateur d'une série d'expositions à travers le pays, dont le lancement est prévu en fin d'année.

## Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture

5 avenue Marie-Thérèse • L-2132 Luxembourg

Tél. (352) 44 74 35 58 • fax (352) 44 74 35 59 • [contact@acat.lu](mailto:contact@acat.lu) • [www.acat.lu](http://www.acat.lu)

CCPL IBAN LU77 1111 0211 9347 0000

Association reconnue d'utilité publique. Dons déductibles fiscalement. Merci de préciser "Don ACAT".

L'ACAT-Luxembourg est affiliée à la Fédération Internationale de l'ACAT (FIACAT) ayant statut consultatif auprès des Nations unies et du Conseil de l'Europe. Les ACAT informent, sensibilisent l'opinion publique. Elles appellent leurs quelque 30.000 adhérents dans 25 pays à l'action, à la réflexion et à la prière.